



CONVENTION GENERALE

Plateforme mutualisée de services numériques

Préambule :

L'Agence Technique Départementale, via la direction Gestion des territoires, propose aux collectivités adhérentes une plateforme mutualisée de services numériques Territoires.Numeriques.dordogne.fr. Cette mutualisation construite depuis 25 ans avec l'ensemble des collectivités de Dordogne permet d'offrir solidairement à chaque adhérent des services bien inscrits dans l'environnement territorial local, réceptifs aux opportunités régionales et attentifs aux évolutions réglementaires nationales. Ces services sont aussi des réponses individualisées aux besoins de collectivités.

Pour chaque outil mis à disposition, l'ATD24 réalise a minima pour les collectivités adhérentes :

- Fourniture et maintenance des logiciels
- Hébergement des logiciels et des données
- Paramétrage des comptes utilisateurs
- Paramétrage des logiciels
- Formation initiale et complémentaires
- Assistance quotidienne

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Agence Technique Départementale ayant son siège : 2, Place Hoche à Périgueux,

représentée par son Président Délégué, Monsieur Jean-Michel MAGNE,

Ci-dessous désignée par « ATD24 »

Et le Syndicat Départemental d'Energie (SDE24),

représentée par son Président,

Ci-dessous désignée par « la collectivité ».

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'ATD24 du 19 février 2019 fixant les tarifs 2019,

Vu les contrats conclus avec Berger Levraut, Géomatika, AWS,

Vu les conventions signées avec le Sictiam,

Vu la convention signée avec le conseil Départemental de la Dordogne pour l'utilisation du système d'information départemental,

Vu l'agrément formation n°72240013724 attribué à l'ATD par la Direction Régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu les conventions existant entre l'ATD24 et votre collectivité, pour les services cités à l'article 2.

Article 1 : Objet de la convention - Service numérique ATD 24

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition de la plateforme mutualisée de services numériques et des services la composant.

Au total, cette plateforme est composée des services suivants, au libre choix des collectivités :

- **Administration numérique**

Mise à disposition de la suite progiciels Berger Levrault (gestion financière – gestion ressources humaines – gestion relation citoyen) – Assistance hotline – Formation – Paramétrage – Hébergement (dans les infrastructures du Conseil départemental)

- **Dématérialisation**

Mise à disposition du tiers de télétransmission Stela et du parapheur électronique Sesile – paramétrage – installation – assistance

*Commande, installation de certificats électroniques RGS***

- **Enfance**

Mise à disposition de l'appliquetif e-enfance – Paramétrage – Assistance hotline – Formation – Hébergement

- **Marchés publics**

Mise à disposition du profil d'acheteur Marchéspublics.dordogne.fr – Paramétrage – Conseils juridiques – Formation et Assistance à l'utilisation du profil acheteur

- **Cartographie numérique – 1.Géovisu**

Mise à disposition de la visionneuse Géovisu – Mise à jour des données de référence – Assistance hotline – Formation – Hébergement

- **Cartographie numérique – 2. Pack applicatifs**

Mise à disposition du WebSIG Périgéo (Géomatika) – Mise à disposition et développement d'applicatifs– Assistance – Formation – Hébergement

- **Cartographie numérique – 3. Autorisation droit des sols**

Service mutualisé EPCI + communes - En lien direct avec Périgéo, mise à disposition du logiciel Cart@ds – Paramétrage – Assistance – Formation – Hébergement

- **Rédaction d'actes administratifs**

- **Renseignements juridiques, en partenariat avec SVP**

Article 2 : Services mis à disposition de Syndicat Départemental d'Energie (SDE24) et contribution financière

• Rédaction d'actes administratifs	Inclus dans l'adhésion
• Renseignements juridiques, en partenariat avec SVP	Inclus dans l'adhésion
• Cartographie numérique	10 000 €

Les services utilisés par la collectivité représentent au total un coût de 10 000 €.

Ce montant se décompose ainsi :

Plateforme mutualisée de services numériques (70% du montant total) : 7 000 € sans TVA.

Prestations individualisées (30% du montant total) : 2 500 € HT +500 € TVA.

Montants rappelés à titre indicatif, engagés suite au devis accepté le 10 février 2020

Article 3 : Sous-traitance / Protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après "le règlement européen sur la protection des données"). L'annexe 1 de la présente convention définit les conditions dans lesquelles l'ATD24 s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies dans le point 1. de l'annexe susmentionnée.

Article 4 : Prestations proposées

4.1 Cartographie numérique – Géovisu et Applicatifs

L'ATD24 fournit, héberge, maintient et administre le Système d'Informations Géographiques (SIG) Périgéo de Géomatika.

Les sauvegardes sont réalisées quotidiennement. Les données extraites du serveur pour un traitement spécifique en interne sont détruites à la fin de la mission. L'ensemble des données de la collectivité sont conservées dans le serveur hébergeant la solution Périgéo afin que la collectivité puisse en disposer à tout moment pour interroger la donnée et pouvoir faire apparaître l'évolution spatiale de certaines données (ex : urbanisme).

L'ATD24 crée et met à jour les comptes de la collectivité. Pour cela, la collectivité s'engage à fournir les informations et documents nécessaires à l'ouverture du compte.

L'ATD24 accompagne la collectivité dans la définition de ses besoins, crée, en méthode Agile, les applicatifs nécessaires pour une gestion efficiente des services publics.

Afin d'avoir des pratiques harmonisées au sein des territoires, la collectivité nomme un référent en interne qui coordonnera le développement des applications et leur prise en main.

L'ATD24 anime des groupes d'utilisateurs au niveau départemental pour développer des applicatifs de façon solidaire sur l'ensemble du territoire départemental

L'ATD24 peut, sur commande particulière, numériser ou intégrer des données spécifiques à un territoire

L'ATD24 assiste la collectivité dans les travaux de collaboration autour de la donnée, afin de déterminer le chef de file le plus efficace et les méthodes de validation nécessaire.

Missions spécifiques au SDE24 :

1. Accès aux couches d'informations de Géovisu
2. Maintenance et développement sur l'applicatif SDE Partage (compris dans convention de partenariat SDE / ATD)
 - Suivi des études de bâtiments
 - Suivi primo conseil ENR
 - Suivi primo Bâti
3. Maintenance et développement de l'outil de suivi des adhésions
4. Maintenance et développement de l'applicatif facturation de l'éclairage public avec génération de titres individuels

La convention intègre le développement d'un nouvel applicatif chaque année

Catalogue

L'ATD24 accompagne à la constitution du catalogue de données. Elle utilise pour cela l'infrastructure du GIP Atgeri.

Open data

L'ATD24 travaille avec la Région Nouvelle Aquitaine et le GIP Atgeri à une proposition technique pour la mise en œuvre de l'open Data basée sur le catalogue existant du GIP Atgeri.

L'ATD24 forme et assiste les utilisateurs à l'utilisation des applicatifs

Article 5 : Durée de la convention – tarification annuelle

La présente convention prend effet dès sa signature. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable 1 fois pour la même durée, par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse au plus tard 6 mois avant le terme de l'année.

La tarification peut être revue ponctuellement par décision du conseil d'administration. Dans ce cas, une convention sera proposée à la collectivité qui sera libre de l'accepter ou non. La non acceptation entraînera de droit la dénonciation de la convention au terme de l'année en cours sans possibilité de recours par l'ATD.

En effet, compte tenu des moyens techniques et humains mis en œuvre, chaque année engagée sera considérée comme due en totalité.

Le non-paiement des participations définies à l'article 2 entraînera la cessation des prestations de l'ATD24.

Article 6 : Règlement des litiges

Les éventuels litiges touchant l'interprétation ou l'exécution de cette convention, et, après épuisement de toutes les voies amiables seront soumis au Tribunal Administratif de Bordeaux.

ANNEXE 1 - Sous-traitance / Protection des données personnelles

La collectivité détermine seule les finalités et les moyens de traitement de données à caractère personnel mis en œuvre, ce qui lui confère la qualité de responsable de traitement et sera désignée comme tel dans l'annexe.

L'ATD24, organisme de mutualisation en lien direct avec les éditeurs de logiciels et prestataires de services informatiques, assure pour le compte de la collectivité la réalisation d'un service ou d'une prestation, ce qui lui confère la qualité de sous-traitant et sera désigné comme tel dans l'annexe l'article 3 de la présente convention.

1. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants

	Prestations de mise en œuvre d'un logiciel et prestations pendant la vie d'un logiciel	Maintenance logicielle	Hébergement et sauvegarde	Publication de données	Rédaction de pièces administratives
Services de l'ATD concernés					
Administration numérique	X	X	X		
Dématérialisation	X	X	X		
Enfance	X	X	X		
Marchés publics	X	X	X		
Cartographie numérique – 1.Géovisu	X	X	X		
Cartographie numérique – 2.Pack applicatifs	X	X	X		
Cartographie numérique – 3. Autorisation droit des sols	X	X	X		
Cartographie numérique - Adressage	X	X	X	X	
Administratif-juridique					X
Bureau vituel	X	X	X		

	Prestations de mise en œuvre d'un logiciel et prestations pendant la vie d'un logiciel	Maintenance logicielle	Hébergement et sauvegarde	Publication de données	Rédaction de pièces administratives
Nature des opérations réalisées sur les données	Prise de main à distance Récupération de données Test de reprise de données Paramétrage Installation Recettage Assistance à l'utilisation Création de compte utilisateurs Formation des utilisateurs Toutes autres instructions documentées par la collectivité après validation du respect des différents cadres législatifs	Prise de main à distance Passage de scripts correctifs Test de traitement pour reproduire un message d'erreur Test pour valider une correction Accès, export et transfert de données Toutes autres instructions documentées par la collectivité après validation du respect des différents cadres législatifs	Accessibilité et stockage des données Sécurisation des données Création de sauvegarde Restauration des données Test de sauvegarde ? Toutes autres instructions documentées par la collectivité après validation du respect des différents cadres législatifs	Export de base de données au format BAL AITF Export de bases données enrichies Transmission à des tiers autorisés	Récupération et consultation des données Toutes autres instructions documentées par la collectivité après validation du respect des différents cadres législatifs
Finalité des opérations réalisées sur les données	Fourniture, installation et paramétrage d'un logiciel Assistance à l'utilisation	Résolution d'incidents et d'anomalies logicielles	Exploitation et sauvegarde des données	Publication de donnée en open data	Rédaction d'actes en la forme administrative
Catégorie des personnes concernées par les opérations réalisées					
Agents	X	X	X		X
Elus	X	X	X		X
Comptable public	X	X	X		
Fournisseurs	X	X	X		
Administrés	X	X	X	X	X

Les catégories de données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable de traitement ID: 024-252401476-20200305-CS2020030538-DE

- Données relatives aux agents en tant que personnel de la structure
 - Données d'identification
 - Numéro d'Inscription au Répertoire (NIR)
 - Vie personnelle
 - Vie professionnelle
 - Informations d'ordre économique et financière
- Données relatives aux agents en tant qu'utilisateurs des logiciels
 - Données d'identification (cf. 3.8)
 - Données de connexion
- Données relatives aux administrés :
 - Données d'identification
 - Informations d'ordre économique et financière
 - Données de santé
 - Données cadastrales
- Données relatives aux fournisseurs :
 - Données d'identification
 - Informations d'ordre économique et financière
- Données relatives au comptable public:
 - Données d'identification
 - Informations d'ordre économique et financière
- Données relatives aux élus :
 - Données d'identification
 - Numéro d'Inscription au Répertoire (NIR)
 - Informations d'ordre économique et financière

Pour l'exécution des services objets du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes:

	Prestations de mise en œuvre d'un logiciel et prestations pendant la vie d'un logiciel	Maintenance logicielle	Hébergement et sauvegarde	Référencement des adresses	Rédaction de pièces administratives
Accès télémaintenance	X	X			
Base de données	X	X	X	X	
Identité et informations de contact des utilisateurs des logiciels	X	X			

Pièces pour établir un acte administratif					X
Structure des dossiers informatiques	X		X		
Documents informatiques de gestion			X		

A noter : Le responsable de traitement équipé des logiciels installés sur ses propres serveurs ne bénéficie pas du service d'hébergement et de sauvegarde.

Les agents de l'ATD24 et éventuellement le personnel des sous-traitants ultérieurs (voir point 3.4.), dans leurs missions de paramétrage, de développement ou d'assistance, sont habilités à intervenir sur les bases de données, sur instruction écrite du responsable de traitement

- Pour ce qui est des paramétrages relatifs à la mise en œuvre du service ou à sa mise à jour, la signature de la présente convention vaut accord
- Pour ce qui est des paramétrages particuliers, des migrations, des numérisations, des travaux à façon, l'ATD24 n'agira que sur instruction via un bon de commande.
- Pour ce qui est de la prise de main à distance, la signature de la présente convention, accompagnée d'une demande d'assistance via le formulaire déporté (<http://assistance.agrn.fr/index.php>) vaut accord. Ces interventions sont tracées dans le logiciel et notées sur la base de suivi hotline de l'ATD24.

La possibilité d'intervenir sur les bases des collectivités est inscrite sur la fiche de poste de chaque agent habilité. Ces agents sont soumis à une obligation de confidentialité.

2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement via convention ou hotline. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.
- Si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable de traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engage à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la sensibilisation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

3. Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 1 mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections sans quoi la demande sera considérée comme acceptée.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du

règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

ID : 024-252401476-20200305-CS2020030538-DE

Au jour de la signature de cette convention, l'ATD24, sous-traitant, est autorisé à faire appel à :

	Prestations de mise en œuvre d'un logiciel et prestations pendant la vie d'un logiciel	Maintenance logicielle	Hébergement et sauvegarde	Rédaction de pièces administratives
Berger-Levrault hors e.enfance	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2		
Berger-Levrault e.enfance	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde via SIGEM Data Center	
Berger-Levrault BL.enfance	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde via SIGEM Data Center	
Direction des Systèmes d'Information Numérique (Conseil départemental de la Dordogne)			Hébergement et sauvegarde	
SICTIAM	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde via Euclède	
AWS	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde via OVH	
Géomatika	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde via OVH	
GFI	Assistance à l'utilisation niveau 2	Maintenance logicielle niveau 2		
SVP				Assistance juridique
Microsoft office		Maintenance logicielle niveau 2	Hébergement et sauvegarde	

4. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

5. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à la personne identifiée dans la convention et notamment le délégué à la protection des données (DPD).

6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à la personne identifiée dans la convention et notamment le délégué à la protection des données (DPD). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Lorsqu'une violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, le responsable de traitement communique la violation à la personne concernée dans les meilleurs délais et dans les conditions de l'article 34 du Règlement Général Européen sur la Protection des Données.

7. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour :

- la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
- pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

8. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre toutes mesures technique et organisationnelle pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques, et notamment les mesures décrites ci-dessous.

Politique des Système d'Information et du Numérique

L'ATD24 utilise les systèmes d'information du conseil départemental. Elle est donc soumise à leur Politique des Systèmes d'Information et du Numérique (PSSI) [consultable ici](#).

Confidentialité

L'ATD24 s'engage à :

- éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat
- ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'information confiés par le responsable de traitement, à l'exception de ceux nécessaires pour les besoins de l'exécution des services suivants : prestation de mise en œuvre d'un logiciel et prestations pendant la vie d'un logiciel et maintenance logicielle.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf obligation légale (et après en avoir informé le SDE 24 au préalable)

Sensibilisation des agents

Les agents de l'ATD24 sont sensibilisés à l'utilisation sécurisée des systèmes d'informations qu'ils utilisent ainsi qu'à la protection des données personnelles.

Habilitations des agents

L'accès aux données du responsable de traitement n'est autorisé que pour les agents dûment habilités par l'ATD24. Ceci est inscrit dans la fiche de poste des agents de l'ATD. Cet accès est géré par le biais d'habilitations sur les logiciels et les serveurs.

Chaque changement de mission ou départ d'un agent s'accompagne de la modification ou de la suppression des habilitations.

Gestion des mots de passe

Une politique forte de gestion de mots de passe a été mise en place, conformément aux recommandations de la CNIL.

Sécurité des postes de travail

Les postes de travail des agents sont sécurisés, notamment via la mise en place :

- d'une session utilisateur pour chaque agent avec un identifiant et un mot de passe unique
- d'un antivirus à jour sur chaque poste
- d'un mécanisme de verrouillage automatique de session en cas de non-utilisation du poste pendant un temps donné

Comptes utilisateurs des collectivités

Un annuaire départemental mutualisé centralise les comptes utilisateurs, les connexions et les habilitations.

Chaque utilisateur possède un compte nominatif constitué d'un identifiant et d'un mot de passe fort.

Les utilisateurs présents dans plusieurs collectivités possèdent un compte par structure.

L'utilisateur est identifié par son prénom, son nom, sa date de naissance et sa collectivité. Ces données permettent :

- de différencier les homonymes
- de sécuriser une potentielle réinitialisation du mot de passe
- de gérer un parcours de formation individualisé dans le cadre de son agrément en tant que centre de formation

L'autorité territoriale de la collectivité adhérente doit valider, à l'initialisation puis chaque année, les habilitations de chaque agent à l'utilisation des différents services numériques proposées par l'ATD24.

Pour la sécurité des données publiques, ces identifiants et les mots de passe doivent rester personnels. Aussi, en cas de recrutement d'un nouvel agent, de modification de l'organigramme, de départ d'agents, l'autorité territoriale doit informer sans délai l'ATD, via le formulaire déposé l'ouverture ou la fermeture de comptes ainsi que les habilitations à donner ou à modifier.

L'ATD24 ne prendra aucune responsabilité si elle n'est pas informée des modifications à apporter aux habilitations et si des interventions altérant la base de données de la collectivité sont faites par l'agent concerné. Un délai de 15 jours dans le traitement des demandes de modifications d'habilitation est nécessaire.

Il est rappelé aux collectivités utilisant les logiciels dont l'accès se fait en ligne que l'accès aux données et traitement peut se faire à partir de n'importe quel poste informatique, même en dehors de la collectivité. L'ATD se dégage de toute responsabilité dans le cas d'un accès aux logiciels en dehors desdites structures.

Chiffrement

Les mots de passe des comptes utilisateurs sont chiffrés.

Traçabilité des accès et gestion des preuves

Pour tout applicatif et systèmes d'informations utilisés, un système de journalisation des activités des utilisateurs, des anomalies et des événements liés à la sécurité a été mis en place.

Encadrement des développements informatiques

L'ATD24 intègre la protection de la vie privée, y compris ses exigences de sécurité des données, dès la conception et par défaut.

9. Sort des données

Au terme de la prestation de services relative au traitement de ces données le sous-traitant s'engage, suivant la décision du responsable de traitement, à :

- détruire toutes les données à caractère personnel dans un délai maximum d'un an sauf obligation légale de les conserver ou
- à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement dans un délai de 2 mois ou
- à renvoyer les données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement dans un délai de 2 mois

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant dans un délai maximum d'un an. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Dans le cadre du renvoi, la mise à disposition des données se fait gratuitement, au format de la base de données native et via un lien sécurisé. Le sous-traitant s'engage à fournir au responsable de traitement les données cohérentes et intégrées permettant de poursuivre leur exploitation dans un nouveau système de base de données identique au système préalablement en place.

Délégué à la protection des données

Le délégué à la protection des données de l'ATD24 peut être joint :

- par courrier électronique à l'adresse suivante : dpd@atd24.fr
- par courrier postal à l'adresse suivante :

Agence Technique Départementale de la Dordogne

Madame/Monsieur le Délégué à la Protection des Données

2 place Hoche

24000 PERIGUEUX

11. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant au moins les informations obligatoires requises par la réglementation.

12. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Audit sur site

Une demande d'audit sur site ne saurait intervenir plus d'une fois par an, sauf dans le cas avéré d'accès aux données personnelles non autorisé, ou raisonnablement suspecté. Avant le début de l'audit, le responsable de traitement et le sous-traitant conviendront mutuellement de la portée, du calendrier et de la durée de l'audit.

Le responsable de traitement notifiera dans les meilleurs délais au sous-traitant toute information relative à une potentielle non-conformité découverte à l'occasion de l'audit.

13 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées au point 1. des présentes clauses
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant
- Respecter la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) du département de la Dordogne ([à consulter ici](#)) tel qu'indiqué dans la convention liant l'ATD24 et le Conseil Départemental de la Dordogne.

A Périgueux, le 20/01/2020

Pour l'Agence Technique Départementale,

Pour la collectivité

Le Président délégué

Jean Michel MAGNE



Envoyé en préfecture le 19/03/2020

Reçu en préfecture le 19/03/2020

Affiché le 19/03/2020



ID : 024-252401476-20200305-CS2020030538-DE